

# **PARTIE III**

**APPROCHE PROSPECTIVE**

## **Chapitre IX : MISE EN ŒUVRE DE FFOM (Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces)**

### **Force :**

Madagascar est un pays insulaire qui est composé en majorité de jeunes [53,8 % Madagascar Population Profil 2012, INSTAT]. Pour promouvoir le développement du pays, il faut que l'éducation de ces jeunes et des enfants entrent dans la priorité des institutions Etatiques. Etant donné que l'éducation, en particulier l'éducation de base, est un besoin voire un droit fondamental de l'enfant.

Elle est censée contribuer d'une manière importante à l'épanouissement culturel, social et économique de l'individu. Ainsi, dans le cadre d'un projet qui s'intéresse aux problèmes de pauvreté et d'éducation, il s'avère nécessaire d'analyser la scolarisation des enfants issus des milieux ruraux et défavorisés. L'éducation est normalement classée dans le secteur social. Au niveau de la Nation, il vise à améliorer la productivité des ressources humaines. Au niveau de la famille, il permet l'accès au travail qualifié, donc en principe, plus rémunérateur. La participation au système éducatif et, surtout, la réussite scolaire dépendent de divers facteurs.

Certains facteurs sont liés à l'état du système scolaire, et d'autres aux conditions familiales de l'enfant. En effet, le secteur éducatif figure régulièrement parmi les secteurs considérés comme prioritaires par les responsables successifs qui ont dirigé le pays. L'accès à l'éducation est d'ailleurs retenu à l'échelon mondial comme un droit fondamental de l'enfant. Une fois que les enfants soient scolarisés et arrivent à poursuivre leurs études, ils deviendront automatiquement des détenteurs des forces de travail qui peuvent agir directement sur l'économie de l'Etat. Augmenter le taux des enfants scolarisés est le début du démarrage du moteur du changement social malgache.

### **Faiblesses :**

Mais avec la crise économique, financière et sociale que l'Etat malgache passe, de nombreux enfants abandonnent l'école précocement [entre deux (02) années scolaires 7,9% en 2002 à 16,7% en 2012, Rapport de l'UNICEF et de la Banque Mondiale 2013]. Ce phénomène freine le processus de développement. Cela a des influences sur l'avenir professionnel des jeunes malgaches : jeunesses désœuvrées; travail illicite ; errance/vagabondage qui peuvent déclencher le phénomène de violence. Seulement, le gain espéré de la scolarisation de l'enfant

demande beaucoup de temps pour se réaliser alors que le coût y afférent est exigé dans l'immédiat. Ainsi, les enfants issus des ménages pauvres rencontrent de multiples difficultés pour pouvoir assurer convenablement leurs études.

L'enseignement et son amélioration exigent de la Nation un grand effort budgétaire, ce n'est cependant pas en vain, car c'est sur eux que repose la Révolution.

### **Opportunité :**

Nous pouvons quand même espérer le soutien et la contribution des parents dans l'éducation des enfants. Un grand avantage pour les enfants ruraux malgré les insuffisances sociales. Ce qui doit être inévitable et indispensable dans chaque catégorie sociale familiale. Maintenant, avec l'évolution de la technologie et du système éducatif, chaque cercle familial devra avoir recours à l'amélioration de leurs acquisitions scolaires en s'efforçant de se brancher avec les nouveautés (les TIC) [Convention Nationale de l'éducation : quel type d'enseignement peut-on donner aux Malgaches ?, octobre 2014 au CCI Ivato : il s'agissait d'une « instauration dans les écoles les termes d'éducation numérique pour une qualité d'enseignement plus rassurante... » . Le Ministre Paul RABARY procédait à la distribution des tablettes dans certains Lycées publics de la ville]. Et cela permet aux institutions de l'Etat malgache de créer de nouveaux emplois adéquats aux compétences de tout un chacun.

### **Menace :**

Mais à force de se confronter et de s'aligner avec la modernité, il y a un risque d'abandon des pratiques culturelles traditionnelles. C'est l'effet pervers de l'hyper modernité [MAFFESOLI, M(2003) « Notes sur la postmodernité. Le lieu fait lien », Paris, Edition du Fellin, Institut du Monde Arabe]. Les valeurs intellectuelles se confondent avec les valeurs novatrices rattachées aux appareils nouveaux de communication, d'information et de l'éducation qui agissent directement sur la psychologie des enfants/des jeunes qui les poussent à agir à l'encontre des valeurs culturelles traditionnelles malgaches. A cela s'ajoute la crise identitaire ou la perte de repère culturelle.

## **Chapitre X : ANALYSES PROSPECTIVES**

### **1- Objectif de Développement Durable (ODD) au niveau de l'éducation à Madagascar (perspectives)**

- *Développement – L'éducation à protéger*

« La responsabilisation envers l'Objectif de développement durable (ODD) et la participation citoyenne »<sup>19</sup>, un thème véhiculé par la Coalition nationale de Madagascar pour l'éducation pour tous (Conamept).

« La discussion se focalise sur l'atteinte de l'ODD dont les obstacles et les contraintes par rapport à cela. Les partis politiques seront également invités à participer au sujet de la protection de l'éducation. Nous allons donner de l'importance à la protection de l'éducation. Les parents d'élèves vont aborder aussi les difficultés par rapport à l'éducation à Madagascar ».<sup>20</sup>

Cinq points déterminants de la promotion de la responsabilité sociale envers l'atteinte de l'ODD à Madagascar :

- le domaine de l'éducation,
- la possibilité de promouvoir la participation citoyenne pour la réforme émergente de l'éducation à Madagascar,
- les modalités et les procédures de fiscalisation de l'éducation évoluant vers une fiscalisation de développement discutée,
- les contraintes qui limitent la promotion du nouveau Plan sectoriel de l'éducation 2017 à 2022,
- les difficultés qui entravent la promotion des activités de responsabilisation envers l'ODD.

- *Enquête nationale sur le suivi des objectifs du millénaire pour le développement à Madagascar*

L'objectif principal de l'Enquête Nationale pour le Suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement (ENSOMD)-2012 était d'évaluer le chemin parcouru par Madagascar dans l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Cette enquête permet de mesurer les indicateurs sur 7 des OMD sur les 8, sachant que le huitième concerne entre autres

<sup>19</sup> Coalition Nationale de Madagascar pour l'Education Pour Tous: Perspectives de l'ODD, novembre 2015

<sup>20</sup> CONAMEPT : Perspectives de l'ODD, novembre 2015

la mobilisation des ressources financières et dépasse donc le cadre d'une enquête auprès des ménages. Pour rester cohérent avec l'objectif principal de l'enquête, le rapport a été organisé en 7 parties, chacune correspondant à un objectif du millénaire. Mais il convient de bien souligner que l'enquête va largement au-delà des indicateurs OMD au sens strict, pour fournir des informations riches et variées sur la situation socio-économique, démographique et sanitaire de la population malgache en 2012. En outre, une partie 0 sur les caractéristiques sociodémographiques de la population permet de dresser les portraits des ménages et de la population Malgache selon les données de l'enquête ENSOMD. Finalement, les huit parties du rapport sont les suivantes:

#### **a- L'éducation est essentielle pour mettre fin à la pauvreté globale**

L'éducation est la pierre angulaire sur laquelle tout développement social et économique d'un pays repose ; elle aide les individus à avoir un emploi décent, accroît leurs revenus et améliore ainsi leurs conditions de vie, l'éducation améliore également l'état de santé des individus. L'éducation sauve la vie de millions de mères et d'enfants. Elle contribue à prévenir et à traiter les maladies tout comme elle permet de promouvoir et de maintenir la paix.

#### **b- Les défis dans le domaine de l'Éducation dans le pays**

Les défis auxquels Madagascar fait face dans le domaine de l'éducation sont nombreux et difficiles, pour ne citer que quelques-uns :

**-Accès à la scolarisation** : Un enfant en âge d'être scolarisé sur quatre ne va pas à l'école. Sur dix enfants entrant au primaire, seuls trois terminent le cycle complet. Les infrastructures sont insuffisantes. Il faudrait chaque année construire deux mille écoles.

**-Qualité de l'éducation** : Deux tiers (2/3) des enseignants du primaire sont des enseignants communautaires qui n'ont pas reçu la formation pédagogique nécessaire. S'y ajoute le manque de matériels et de ressources didactiques ainsi que pédagogiques.

- *Éducation et technologie – Madagascar lance sa politique nationale d'intégration des Tic dans le système éducatif*

Le Ministère de l'Éducation Nationale (MEN), met en œuvre une Politique Nationale en Technologies de l'Information et de la Communication en Éducation (TICE). Celle-ci s'inscrit parmi les quatre orientations préconisées dans le projet d'Appui à la Redéfinition de la

Politique Educative à Madagascar, axée notamment sur l'identification des normes de Qualité et d'Equité.

Se référant à la vision des Objectifs de Développement Durable (ODD-4 : Vers une éducation inclusive et équitable de qualité et un apprentissage tout au long de la vie pour tous), le MEN a lancé la Politique Nationale en Technologies de l'Information et de la Communication en Education (TICE), pour une intégration progressive des Technologies Educatives (Ed Tech), dans le système éducatif à Madagascar, d'ici 2018.

Aussi, Madagascar a participé au Forum ministériel africain intitulé : « Il est urgent d'accélérer l'intégration des TIC dans l'Education, pour faire avancer la société du savoir, et réaliser les objectifs de l'agenda 2063 de l'Afrique et les ODD », qui s'est tenu à l'hôtel Heden Golf d'Abidjan en Côte d'Ivoire, du 07 au 09 Juin. Vingt-deux pays africains y ont participé.

- *Interaction*

« Les efforts du MEN dans le domaine de la TICE ont été marqués, entre autres, par la mise en place en 2015 de bibliothèques numériques, dans vingt-trois établissements scolaires, et la remise de tablettes connectées sur Internet, à cent soixante lycées. Trois mille ont été distribuées en 2015 »<sup>21</sup>, explique Thierry Serge TSITOARA, directeur des Technologies de l'Information et de la Communication au sein du MEN. « La dotation se poursuit cette année, avec une distribution de cinq mille autres tablettes, articulée d'une remise de huit cents panneaux solaires, et de huit cents postes téléviseurs numériques, au bénéfice des Collèges d'Enseignement Général (CEG), et de quelques Ecoles Primaires Publiques (EPP) », poursuit-il. Ces actions d'introduction de la TICE dans le système Educatif contribuent à l'amélioration de la Qualité du processus enseignement-apprentissage, du fait qu'elles favorisent l'interaction entre enseignants et apprenants, afin de garantir l'accès et la rétention en milieu scolaire, et d'amoindrir dans la foulée les risques de décrochage scolaire.

- *Appui d'experts*

La politique en matière de TICE est mise en œuvre avec l'appui d'experts, des consultations seront effectuées afin d'identifier sa formulation détaillée. Les synthèses qui en ressortiront seront exploitées dans des ateliers, regroupant des équipes techniques du MEN et des autres secteurs et domaines impliqués. Les projets de textes seront par la suite soumis aux autorités

---

<sup>21</sup> Objectif de l'EPT : nouvel horizon pour 2030

compétentes, dont le parlement, pour une validation, au vu d'une adoption. La politique en TICE est prévue être ficelée en 2017.

Avant cela, elle est discutée et peaufinée dans des ateliers, des séminaires et même des forums internationaux, comme celui, auquel Madagascar a été invité dernièrement à Abidjan.

- *Les actions préconisées lors du deuxième Forum ministériel africain sur l'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'Education, à Abidjan*

\_Passer de la politique à l'action, en développant des stratégies et programmes nationaux et régionaux, ainsi que des mécanismes de reddition des comptes à la hauteur de l'ambition de l'agenda 2063 de l'Afrique et l'agenda mondial 2030 ;

\_Créer un environnement propice aux partenariats afin d'accélérer la mise en œuvre de l'intégration des TIC dans les systèmes d'éducation et de formation ;

\_Accélérer l'utilisation des TIC pour offrir à chaque apprenant une chance égale d'accéder à une éducation de qualité ;

\_Intégrer le numérique dans tous les programmes de développement des compétences techniques et professionnelles ;

\_Favoriser l'emploi et l'auto-emploi des jeunes par des formations holistiques alliant la maîtrise des dernières technologies, un accompagnement par des professionnels et une période d'incubation pour la création de startups qui comprend des soutiens logistiques et financiers ;

\_Mettre en place des stratégies de financement soutenables à travers le développement de partenariats avec des fondations, partenaires techniques et financiers, régulateurs et opérateurs de télécommunications et fonds divers de solidarité numérique ;

\_Créer des espaces multifonctionnels d'accès numériques accessibles aux forces vives de la nation (élèves, étudiants, jeunes, femmes et acteurs économiques) afin de soutenir l'éducation, la santé et un environnement favorable aux affaires ;

\_Concevoir et à offrir des parcours d'apprentissage adaptés aux besoins des enfants et des jeunes affectés par les crises et conflits ainsi qu'aux autres groupes marginalisés ;

\_Mettre en place des mécanismes de reconnaissance des acquis et de certification des compétences professionnelles et techniques en dehors des cadres formels, de sorte à favoriser l'accès à l'emploi, ainsi que l'employabilité et la mobilité des jeunes ;

\_Encourager, par des mesures incitatives, la création de contenus de formation puisant dans les cultures endogènes ;

\_ Nouer des alliances technologiques pour faire profiter au continent africain des dernières avancées en matière d'équipement et de systèmes d'exploitation ;

\_Assurer l'accès à l'énergie des écoles par la mise en place de mini-réseaux et systèmes hors réseau d'alimentation en énergie.

## **2- Actions déjà entreprises**

### **Par le Gouvernement :**

#### **MISE EN PLACE D'INFRASTRUCTURES SCOLAIRES – Le MEN appuie les efforts du privé**

*Le renforcement du Partenariat Public Privé (3P) est de mise. Une convention a été signée entre le Ministère de l'Education Nationale (MEN) et l'association Eau Vive : France – Madagascar.<sup>22</sup>*

Œuvrant dans l'appui au système éducatif, l'association en question est en phase de validation d'un projet, portant sur la construction d'un centre de recherche pédagogique, et d'un Collège d'Enseignement Général (CEG), dans la Circonscription Scolaire (CISCO) de Vatomandry.

Eau Vive : France – Madagascar est présente dans la Grande Île depuis 1998. Elle est depuis intervenue dans une quinzaine de localités.

Le Ministre a indiqué de les besoins en termes d'infrastructures scolaires se chiffrent à trois mille salles de classe par an.

### **\_Contribution enthousiaste du privé**

*Deux cents salles de classe sont construites chaque année par l'Etat. Deux cent cinquante autres sont bâties par les partenaires traditionnels, tandis que huit cents autres, sont les fruits du partenariat public privé<sup>23</sup>.*

Elles sont octroyées par des sociétés, des associations à l'instar de l'Eau Vive : France – Madagascar, ainsi que des Organisations Non Gouvernementales (ONG).

Eau Vive : France – Madagascar prodigue également des formations et des encadrements, au bénéfice des élèves du lycée.

---

<sup>22</sup> Objectif de l'EPT nouvel horizon pour 2030

<sup>23</sup> Nouvelle approche de l'enseignement de base à Madagascar : performance et perspectives Lisy Miadanirina Raminoharimalala, doctorante en éco-gestion, Faculté DEGS Université d'Antananarivo, rlyis\_m@yahoo.com

### - Couverture nationale

Le chantier couvrira les 22 régions, les 119 districts, regroupés dans 114 circonscriptions scolaires (Cisco), les 1579 communes réparties dans 1897 Zone d'Administration Pédagogique (ZAP) et 17 486 fokontany. De par la Grande île, un peu plus de 17.000 écoles publiques et privées confondues seront directement impliquées sur les 28.000 recensées.

Les statistiques relevées au cours des années 2010 et 2011 ont fait état de 680.000 enfants déscolarisés, hormis ceux qui n'ont pas du tout eu accès au système éducatif.

*La campagne nationale 2014 s'illustre par un « success story ». Déscolarisé pendant son plus jeune âge, Francis ANDRIAFENOMANANA, la figure emblématique de la campagne est aujourd'hui en 2<sup>ème</sup> année de Mathématiques Economie à l'Université d'Andrianjato à Fianarantsoa, après avoir bénéficié du programme de réinsertion scolaire du MEN.*

*La Campagne Nationale de Scolarisation 2013 (CNS 2013) qui s'est fixée pour objectif 50.000 nouvelles inscriptions pour l'année scolaire 2013/2014 a été fructueuse. En s'ouvrant sur la réinsertion, la « Campagne Nationale d'Insertion et de Réinsertion Scolaire et/ou Socioprofessionnelle 2014 » attend des résultats beaucoup plus importants<sup>24</sup>*

### **Par le MEN :**

#### **INSERTION ET REINSERTION SCOLAIRE – Une campagne nationale vient à la rescousse de 500 000 enfants**

*« Aucun enfant malagasy ne devrait être non-scolarisé ». Une déclaration du Ministre Paul Rabary<sup>25</sup>.*

Un programme quinquennal mis en œuvre par le Ministère de l'Education National (MEN) s'enracine dans la Politique Générale de l'Etat (PGE). L'objectif est de favoriser d'une part l'entrée à l'école des enfants en âge d'être scolarisés mais dont les familles n'ont pas les moyens de les y envoyer, et d'autre part, de renforcer la réinsertion scolaire et /ou professionnelle de ceux frappés d'abandon scolaire.

Chaque année, le Gouvernement prévoit la construction de millier de salles de classe, mais en vain.

L'Unicef est le principal Partenaire Technique et Financier de cette campagne.

<sup>24</sup> Education Pour Tous\_ Evaluation Nationale de l'EPT 2015 / Madagascar/ Janvier 2015

<sup>25</sup> L'éducation à Madagascar: Repenser le système éducatif pour un meilleur devenir. Novembre 2012

### **EDUCATION POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE – L'intégration dans le système éducatif de mise**

Afin d'atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD), le Ministère de l'Education Nationale (MEN), a affirmé sa volonté d'intégrer l'Education pour le Développement Durable (EDD) dans le système éducatif à Madagascar. Selon l'Unesco, l'EDD est « un concept dynamique qui repose sur une vision nouvelle de l'éducation, capable de rendre les individus de tout âge, suffisamment responsables, pour pouvoir assumer par eux-mêmes l'édification d'un avenir viable et agréable ». Afin de mener à bien sa mission, le comité de l'EDD, regroupant toutes les directions rattachées au sein du MEN, travaille de concert avec l'organisation World Wildlife Fund (WWF), et l'association Edema (Education pour le Développement de l'éducation à Madagascar). Ainsi, la cérémonie de présentation et de remise du document de propositions d'orientations pour le Plan Sectoriel de l'Education, s'est tenue le jeudi 27 octobre 2016 à la salle de conférence du MEN. Le Secrétaire Général du MEN, le responsable de la protection de l'environnement au sein du WWF, le directeur de l'Edema, ainsi que des membres de la grande famille du MEN, ont répondu présents à cette cérémonie.

Le comité EDD a proposé des orientations stratégiques à deux niveaux, telles que les orientations pour la réforme du Curriculum à Madagascar, et celles pour l'intégration de l'EDD dans le PSE. Le but de l'EDD est de donner aux individus les possibilités de se doter d'un environnement écologiquement viable, performant et socialement équitable, en tenant Tiana RAMAHALEO, directeur de la protection de l'environnement au sein du WWF a mis en avant l'importance de l'intégration de l'EDD dans le PSE, en synergie avec la protection de l'environnement. « Le but est d'inciter les élèves aux métiers verts et aux activités économiques vertes, pour qu'ils puissent valoriser les ressources locales afin de promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie ». L'organisation WWF, œuvrant pour la protection de l'environnement, en collaboration avec l'association Edema, a pour mission de créer des événements liés à l'éducation, relative à l'environnement et au développement durable, mais aussi de sensibiliser la population sur le Développement Durable (DD) et l'Education pour le Développement Durable (EDD).

### **INFRASTRUCTURES SCOLAIRES-Quatre cents salles de classe construites avec les partenaires (2014)**

*Près de quatre cents salles de classe ont pu être construites dans tout Madagascar au cours de l'année 2014 avec le concours des partenaires de l'Education. Des infrastructures répondant aux normes « ecofriendly » ont été inaugurées à l'EPP de Lohanosy compte 187 élèves au total grâce à un partenariat entre le MEN, l'UNICEF et la société HOLCIM (Antananarivo Atsimondrano).<sup>26</sup>*

Le coût des infrastructures mises en place à l'EPP Lohanosy s'élève à plus de 116 millions d'ariary. Les bâtiments ont été construits suivant les normes « ecofriendly ». Les murs sont de ce fait en briques pressées, les toits en tôle, le plafond en laine de verre et les portes ainsi que les fenêtres entièrement en métal. Dans un esprit de préservation de l'environnement, le bois et les briques cuites n'ont pas été utilisés.

#### Intégration communautaire

*« Cette école est l'emblème d'une intégration au niveau communautaire de la dimension eau-hygiène- assainissement, au bénéfice de l'Education. C'est une nouvelle approche dont l'UNICEF encourage la vulgarisation au sein des communautés de tous les établissements scolaires afin de mutualiser les ressources et d'en faire bénéficier de manière pérenne tous les membres des communautés »<sup>27</sup>*

#### Par le CISCO :

Des mesures ou bien des initiatives ont été prises par le CISCO en vue d'alléger la charge de l'éducation sur les ménages, parmi lesquelles la distributions de kits scolaires à tous les élèves des EPP, l'appui aux cantines scolaires dans les zones les plus sensibles, la prise en charge des subventions FRAM pour une très large proportion des enseignants non-fonctionnaires, ou le paiement des caisses écoles.

En effet, cette subvention pour les enseignants non fonctionnaires FRAM est à la charge de l'Etat par l'intermédiaire du MEN et ses partenaires financières. A cet égard, les cotisations effectuées au début de l'année scolaire par le FRAM pour rémunérer les enseignants non fonctionnaires sont annulées. L'intégration des ENF (Enseignants Non Fonctionnaires) pour le

<sup>26</sup> Evaluation de l'appui à l'EPT à Madagascar

Les activités clés du Plan EPT 2007 financés par le Fast Track Initiative durant la période 2009-2012

<sup>27</sup> PASEC Performance du système éducatif Malgache: Compétences et Facteurs de réussite au primaire. PASEC, CONFEMEN, Dakar.

bénéficiaire de la part de l'Etat est effectuée, et ce pour alléger les charges envers les parents concernant le paiement de la rémunération de celui-ci.

Cela dit, il paraît injuste d'exiger des parents des efforts financiers supplémentaires dans le contexte actuel, compte tenu de la **charge importante des coûts d'éducation qui pèse déjà sur les ménages**. Le **Plan Intérimaire pour l'Education 2013-2015 (PIE)** récemment adopté par le MEN identifie l'amélioration de l'accès à l'éducation de base comme l'un des principaux axes stratégiques du secteur.<sup>28</sup>

Ces mesures sont conçues pour réduire le nombre d'enfants exclus incluant la sensibilisation des parents et communautés. De là s'ajoute la mise en place de dispositifs par les enseignants à Mahitsy de cours de remise à niveau pour les enfants déscolarisés ou non scolarisés de moins de 10 ans, et le développement des offres d'alphabétisation accélérée en partenariat avec les ONG (ITAFSA, PNUD) afin de leur permettre de passer le CEPE et de continuer sur une formation secondaire, technique ou professionnelle.<sup>29</sup>

Cependant, ces dispositifs sont relativement nouveaux pour les concernés et les initiatives de réinsertion des déscolarisés ou non-scolarisés **ne sont pas encore mis en place** ou ne sont disponibles qu'au stade de l'expérimentation mais pas à l'échelle nationale. Les actes des différentes autorités agissant sur la commune soutiennent et encouragent les habitants de la commune rurale Mahitsy à s'investir au mieux dans l'éducation des enfants.

En ce qui concerne le domaine de la technologie, le MEN auparavant a implanté des centres informatiques avec des connexions internet dans les lycées électrifiés de Madagascar. Actuellement en partenariat avec le ministère des postes et des télécommunications, ces centres informatiques sont dotés des 50 tablettes chacun de la part du Ministère tutelle. Ce dernier envisage également de donner d'un poste téléviseur numérique pour chaque collège et lycée afin que les collégiens et les lycéens puissent entrer en connexion avec les actualités. Pour les établissements non électrifiés, des panneaux solaires sont distribués par le ministère tutelle. Des bibliothèques numériques sont aussi mises en place dans quelques lycées<sup>30</sup>.

<sup>28</sup> [www.matin\\_mada.com](http://www.matin_mada.com) Madagascar matin

<sup>29</sup> Source : sobika.com

<sup>30</sup> Sobika.com paru le jeudi 5 juin 2014

## **Chapitre XI : Réflexions personnelles**

Le milieu rural est considéré comme une société statique c'est-à-dire qui se replie sur elle-même. Les idéologies et les manières de penser se consacrent sur les pratiques traditionnelles. Désormais, avec l'évolution de diverses structures sociales qui agit sur la société malgache, la société rurale commence à s'ouvrir et à s'adapter au processus de développement de Madagascar. Avec la primauté accordée à l'universalisation de l'enseignement primaire, la qualité de l'enseignement se convertit à la quantité d'enfants scolarisés. L'acquisition nécessaire de valeurs et de compétences est loin de correspondre aux espoirs et aux besoins des individus et de la société.

*La pauvreté est la principale raison pour laquelle les objectifs éducatifs ne sont pas atteints : elle empêche la scolarisation, ce qui relance la spirale de la pauvreté. Surtout en période de soudure, la population rurale a du mal dans la gestion de leur situation budgétaire.<sup>31</sup> De ce fait, elle se trouve dans l'obligation de délaissier certaines priorités : il faut toujours sacrifier la scolarisation ou l'éducation des enfants pour se consacrer à la survie de la famille.*

Il faut mentionner que malgré les difficultés que rencontrent la famille rurale, les enfants ruraux ont de bonne volonté en ce qui concerne l'éducation. Ce qui leur motive c'est le fait d'apprendre de nouvelles choses et d'acquérir de nouvelles connaissances.

Ce qui bloque l'intériorisation du système éducatif dans le milieu rural c'est qu'il y a une certaine incohérence du point de vue programmes éducatifs et réalité sociale rurale.

- La rentrée scolaire, par exemple, se coïncide avec la période de soudure ; là où les paysans sont à court d'argent. C'est là que l'Etat ou les institutions doivent intervenir en pensant à l'adaptation des systèmes scolaires face aux circonstances sociales. De là, nous pouvons recommander des changements vis-à-vis des calendriers scolaires en milieu rural.

- De là s'ajoute les problèmes de salle, parce que d'après notre recherche, les élèves étudient seulement en demi-journée. Les nombres de salles ne suffisent à l'effectif des élèves pour chaque classe ou pour chaque section. Il faut alors dans l'immédiat construire des nouveaux bâtiments scolaires puisque le nombre d'établissements scolaires publics ne recouvrent pas le nombre d'enfants scolarisés dans le milieu rural.

---

<sup>31</sup> IMATEP « scolarisation et pauvreté », 1999

▪ Vu que la plupart des ruraux sont des paysans cultivateurs, quelque part dans leur esprit, il y a une idée d'appartenance sociale. Un enfant d'un agriculteur se sentira bien dans les champs que dans les bureaux. Il faut penser à créer des établissements publics se basant à donner des formations en agriculture ou en élevage. Ainsi, la motivation des élèves sera en forte croissance parce qu'ils peuvent améliorer leur compétence et leur technique en vue de perfectionner leurs activités personnelles.

## **Chapitre XII : Rétrospectives sur le système éducatif malgache**

### **A- Sur le plan général**

#### ➤ Scolarisation et pauvreté :

L'éducation, en particulier l'éducation de base, est un besoin voire un droit fondamental de l'enfant. Elle est censée contribuer d'une manière importante à l'épanouissement culturel, social et économique de l'individu. Ainsi dans le cadre d'un projet qui s'intéresse aux problèmes de pauvretés, il s'avère nécessaire d'analyser la scolarisation des enfants issus des ménages pauvres quel que soit leur milieu social.

Pour ce qui est du comportement en matière de scolarisation au niveau des ménages, les parents pauvres semblent montrer beaucoup d'enthousiasme à l'égard de la scolarisation. La fréquentation de l'école est souvent en relation avec les travaux domestiques ou productifs. Toutefois, leur aspiration quant à l'avenir scolaire et professionnel de leurs enfants demeure relativement basse. Ils se contentent tout simplement de viser à dégager ces derniers de l'analphabétisme et de faire d'eux des individus plus instruits que les parents. *C'est plutôt une aspiration relevée d'un esprit réaliste que d'un manque d'imagination, car les ménages pauvres sont conscients de l'importance des moyens comme facteurs déterminant la réussite scolaire des enfants.*<sup>32</sup>

A l'aspect social de la question s'ajoute l'angle économique car il est reconnu que l'amélioration du niveau d'instruction constitue une condition nécessaire quoique insuffisante au développement économique du pays, et dans une certaine mesure, à l'amélioration du niveau de vie de la famille. Il se trouve que les individus non instruits sont peu enclins au déplacement pour le travail (ou ne disposent pas des ressources nécessaires pour ce faire), et ne peuvent ainsi bénéficier des avantages offerts par le mécanisme du marché du travail.

---

<sup>32</sup> Rapport de l'IMATEP « Scolarisation et pauvreté », 1990, p.32

*L'éducation est aussi perçue comme un investissement à caractère économique, bien que les enfants aient des ambitions concernant le devenir de leurs études, ils manifestent une certaine attitude de résignation face à la réalité.*<sup>33</sup> Les enfants issus des familles pauvres ont alors peu de chance de réussir. Ils peuvent être éveillés et assidus, mais faute de soutien suffisant, leur performance se détériore et leur motivation s'affaiblit. Ainsi leur parcours s'arrête souvent à mi-chemin

La baisse de fréquentation scolaire dans la campagne est liée à la période de soudure et aux problèmes de sous-alimentation. Les enfants non scolarisés sont tous issus des ménages pauvres malgré l'aspiration et l'enthousiasme des parents d'envoyer leurs enfants à l'école.

*L'absentéisme aussi affecte les pauvres et les exclus du cercle scolaire. Les enfants mal équipés en fournitures scolaires se sentent rejetés par les enseignants et par les camarades de classes. Cependant, ces enfants adoptent une attitude respectueuse par rapport à la moyenne de la classe. Ils se conforment mieux aux disciplines de l'école et ils sont plus réguliers à faire les exercices.*<sup>34</sup>

A l'aspect social de la question s'ajoute l'angle économique car il est reconnu que l'amélioration du niveau d'instruction constitue une condition nécessaire quoique insuffisante au développement économique du pays, et dans une certaine mesure, à l'amélioration du niveau de vie de la famille. Il se trouve que les individus non instruits sont peu enclins au déplacement pour le travail (ou ne disposent pas des ressources nécessaires pour ce faire), et ne peuvent ainsi bénéficier des avantages offerts par le mécanisme du marché du travail.

*L'éducation est aussi perçue comme un investissement à caractère économique, bien que les enfants aient des ambitions concernant le devenir de leurs études, ils manifestent une certaine attitude de résignation face à la réalité.*<sup>35</sup> Les enfants issus des familles pauvres ont alors peu de chance de réussir. Ils peuvent être éveillés et assidus, mais faute de soutien suffisant, leur performance se détériore et leur motivation s'affaiblit. Ainsi leur parcours s'arrête souvent à mi-chemin.

---

<sup>33</sup> Rapport du Ministère de la population et de la promotion de la femme

<sup>34</sup> « Démocratisation scolaire, politiques éducatives et inégalités : une évaluation économique », thèse de doctorat de Julien Grenet, 5 décembre 2008

<sup>35</sup> Rapport du Ministère de la population et de la promotion de la femme

➤ Problématique des langues d'enseignement

L'école primaire publique tantôt apprend le français, tantôt le néglige. Par contre l'enseignement privé respecte profondément le bilinguisme (malgache et français). Quand le privé ouvre une école primaire, il n'oublie pas d'écrire sur l'enseigne « école d'expression française » ce qui fait son succès assurément.

Cela ne veut pas dire que la langue malgache est négligée. D'ailleurs, on ne doit pas remettre en question l'importance de la langue maternelle dans l'enseignement du primaire. Il faut renforcer et apprendre sans discontinuité le français.

« Dites-moi un seul pays développé qui enseigne en langue étrangère » demande Jeanne Dina, ex-sénatrice, professeur d'histoire, à l'assistance à la problématique de la langue d'enseignement. « Il n'y a qu'en Afrique qu'on enseigne en langue étrangère » termine-t-elle.<sup>36</sup> Ce n'est qu'un constat, qui existe. Jeanne Dina n'est pas contre l'enseignement de la langue de Molière, bien au contraire. Mais il ne faut pas baragouiner le Français, ou parler du mot à mot et encore moins se faire comprendre en « vary amin'anana ».

➤ Droit à l'éducation

Le droit à l'éducation est loin d'être respecté à Madagascar puisque de nombreux enfants n'ont pas encore accès à l'éducation de base. « (...) A la vérité, ce ne sont pas les institutions juridiques qui entrent en contact, mais les hommes; les institutions juridiques ne sont qu'une réalité conceptuelle. Les hommes intervenant, ce sont des phénomènes psychologiques qui vont servir d'intermédiaire dans le processus de scolarisation. Ce qui explique qu'en toute hypothèse, l'acculturation juridique produise des effets psychologiques, donc, des effets qui se situent au niveau des consciences individuelles ».<sup>37</sup>

Les enfants scolarisés ont du mal à rester dans le système scolaire, que ce soit pour des raisons financières (coût élevé de la scolarisation) ou encore pour des raisons d'infrastructures (bâtiments, personnels).

A cela s'ajoute également des raisons d'ordre psychologique, notamment la mauvaise perception par les parents de l'école en tant que facteur de réussite sociale tout simplement d'insertion professionnelle ainsi que la perception négative au niveau communautaire de l'instituteur.

<sup>36</sup> Education Pour Tous- Evaluation Nationale de l'EPT 2015/ Madagascar/Janvier 2015

<sup>37</sup> CARBONNIER (Jean), Sociologie juridique : sociologie du droit de la famille et de l'enfant, 1963-1964

*La valeur économique immédiate de l'enfant par rapport à tous ces constats prend le dessus. De plus, la valeur culturelle Malgache habituellement positive et constructive qu'est le fihavanana (ou le lien social qui unit la communauté) peut avoir des effets pervers. Les membres de la communauté n'osent pas accorder le problème de la scolarisation des enfants entre eux.*<sup>38</sup>

La crainte de rupture de ce lien social en intervenant sur la manière dont sont éduqués les enfants d'autrui, est supérieure à la volonté de progrès social et au respect de la loi républicaine pour l'enseignement obligatoire. *Les forces de liens faibles c'est-à-dire de simples connaissances peuvent apporter une grande richesse à l'individu, même si des liens plus forts chargés émotionnellement comme la famille, constitue à l'équilibre de l'individu (...) les relations entre les individus peuvent constituer un système de contraintes et de ressources pour les différents agents sociaux : rapport de domination et les mécanismes de reproduction.*<sup>39</sup> De même, en milieu urbain, l'instauration d'un contrat communautaire de type Dina est plus difficile en raison de la primauté de l'individualisme.

➤ Les cultures : sources de blocage au développement personnel

*Il n'y a pas de bonnes ou mauvaises cultures dans l'absolu. Une culture est pratiquée parce que la société la considèrerait comme utile et nécessaire à sa survie.*<sup>40</sup>

Néanmoins, il y a des fois où certaines cultures (coutumes et us) entrent en contradiction avec les droits de l'homme et constituent à cet égard une véritable entrave au développement humain et économique.

-Les Androrosy d'Ambohimadana qui vivent en mendiant n'envoient presque pas leurs enfants à l'école. Le fait de mendier est un héritage culturel, c'est une pratique sociale destinée aux descendants des Androrosy. Pour eux, les enfants Androrosy qui fréquentent l'école sont réputés pour leur désintéressement aux règles de conduite qui régissent leur communauté.

-Chez les Antandroy, l'élevage contemplatif des bovidés a une valeur inestimable. Bon nombre d'enfants sont forcés par leurs parents de garder les troupeaux plutôt que d'aller à l'école. Certains parents arrivent à se cotiser pour payer les instituteurs en leur demandant de quitter le village ou de fermer l'école.

En effet, l'analphabétisme est un phénomène qui n'a rien d'exceptionnel dans le Sud de Madagascar. Peu de gens ont compris l'importance de l'éducation.

<sup>38</sup>IMATEP « scolarisation et pauvreté », 1999, p 40

<sup>39</sup> Pierre- Yves CUSSET « Le lien social » n éd Armand Colin (août 2007), collect 128, sociologie

<sup>40</sup>ENSOMD 02, INSTAT, 2012-2013

**B- Sur le plan local (en milieu rural) :**

➤ Contraintes et réalités

*Vouloir assurer l'éducation universelle par l'école représente un projet irréalisable, les chances de réussite est plus grande si c'est là l'affaire d'organismes orientés dans la direction de la guise de l'école d'aujourd'hui.<sup>41</sup>*

En effet, la création de l'école rurale doit répondre à une demande des classes populaires et à un souci d'égalité devant l'accès à l'instruction, dans des contextes sociétaux majoritairement ruraux.

*L'école rurale dans le monde reste marquée par l'antériorité du modèle de l'école occidentale. L'éducation participe étroitement au paradigme de la ruralité. Marqueur efficace, elle témoigne des permanences et des évolutions des sociétés rurales, dont le fondement est historiquement lié à l'agriculture.<sup>42</sup>*

Partout présent dans les sociétés rurales, le fait éducatif reflète la vigueur ou la décadence de ces communautés. De même, dans un contexte de concurrence qui affaiblit l'agriculture, la vie économique rurale passe par l'école, qu'il s'agisse de l'évolution des techniques agro-pastorales ou des activités artisanales et communales qui dépendent du maintien d'un groupe social structuré.

Parmi les invariants de l'éducation en milieu rural se pose le lien qu'elle entretient avec le milieu local. L'éducation se présente-t-elle comme une rémanence identitaire liée aux cultures locales ou régionales ou participe-t-elle d'un dessein d'unité Nationale?

L'isolement, corollaire de l'éloignement, a incité à puiser dans l'environnement social et culturel les ressources nécessaires à cette activité intellectuelle souvent unique dans le village qu'est l'éducation.

Cependant, si le localisme favorise la sociabilité et la proximité, il peut signifier aussi le renfermement communautaire. Dans beaucoup de régions rurales, la défaillance du pouvoir central a depuis longtemps incité les collectifs de parents à prendre en main la construction et la gestion de l'école, imprimant ainsi la culture locale dans l'action proprement scolaire. Cette intervention ne va pas sans sacrifices financiers.

*Le fait éducatif en milieu rural est comme tout son environnement, marqué par l'étendue, les*

<sup>41</sup> « Charte de la révolution socialiste malgache », 26 août 1975, 120p

<sup>42</sup> Jean Ferrier, « L'école en milieu rural », Revue internationale d'éducation de Sèvres [En ligne], 10 | 1996, mis en ligne le 30 juillet 2013, consulté le 28 avril 2016. URL : <http://ries.revues.org/3305>

*distances parfois longues, l'éloignement des centralités urbaines, des lieux de décision et de financement. Il est maximum sur des territoires vastes, à densités très faibles voire nulles.*<sup>43</sup>

La question de l'éloignement doit cependant être modulée, car des réponses structurelles peuvent être apportées, notamment par l'organisation, en constellation autour de centralités secondaires qui prennent en quelque sorte le relais de l'espace villageois. Le fonctionnement en constellation se vérifie particulièrement pour l'enseignement secondaire avec les rayons à grande courbure pour certaines options et pour l'enseignement supérieur.

Cette organisation étoilée est favorable à la décentralisation de l'organisation et du financement que l'on distinguera soigneusement des pratiques d'enseignement. Les différents dispositifs de modulation de l'espace éducatif rural des regroupements sont peu connus et méritent une évaluation fine qui n'existe pas.

Le milieu rural peut cependant réserver à l'éducation des atouts favorables en termes de socialisation, mais aussi d'efficacité pédagogique. Les conditions sont parfois plus favorables qu'en milieu urbain, le relationnel plus stable.

La connaissance de l'environnement humain, la moindre nécessité de pallier les problèmes de discipline, les effectifs réduits, militent en faveur de résultats équivalents sinon supérieurs en milieu rural, au moins pour l'enseignement primaire.

➤ Les atouts et faiblesses de l'école rurale

*Le phénomène de fort développement urbain qui concerne désormais toutes les régions de l'île entraîne un renversement du modèle de référence des systèmes éducatifs. Les politiques éducatives, comme la recherche en éducation, se sont développées principalement en fonction des écoles urbaines, ce qui entraîne une marginalisation des écoles rurales. En d'autres termes, la spécificité des problèmes qui se posent dans les écoles rurales n'est que ponctuellement prise en compte et, le plus souvent, pour les rapporter au modèle urbain – comparaisons qui sont en général à leur détriment.*<sup>44</sup>

Le milieu rural peut cependant réserver à l'éducation des atouts favorables en termes de socialisation, mais aussi d'efficacité pédagogique. Les conditions sont parfois plus favorables qu'en milieu urbain, le relationnel plus stable. La connaissance de l'environnement humain, la moindre nécessité de pallier les problèmes de discipline, les effectifs réduits,

<sup>43</sup> "Examen national 2015 de l'Éducation pour tous : Madagascar". Pour toute consulté le 25 mai 2016 efa2015reviews@unesco.org

<sup>44</sup> Jean Ferrier, « L'école en milieu rural », Revue internationale d'éducation de Sèvres [En ligne], 10 | 1996, mis en ligne le 30 juillet 2013, consulté le 28 avril 2016. URL : <http://ries.revues.org/3305>

militent en faveur de résultats équivalents sinon supérieurs en milieu rural, au moins pour l'enseignement primaire.

Pour répondre aux besoins propres à l'éducation dans le milieu rural, la pédagogie doit chercher à créer des procédures adaptées à ses publics et inventé des stratégies locales.

Le développement des nouvelles technologies, en particulier Internet et les réseaux sociaux, permet de remédier à l'enclavement. Sur de vastes étendues peu peuplées, avec un habitat très dispersé, on trouvait jusqu'à maintenant peu de solutions éducatives, hormis le regroupement en internat dans quelques agglomérations centrales, jusqu'à l'avènement des techniques nouvelles d'information et de communication.

Les pédagogues, s'affranchissant de cadres programmatiques émanant du centre et conçus pour les écoles urbaines, doivent élaborer des méthodes, un « faire » original dont l'efficacité se révèle assez évidente pour qu'on envisage de les transférer en ville, lorsque l'enseignement s'effectue dans un contexte de regroupements d'élèves (par exemple, dans le cadre des actions de réinsertion scolaire) proche des conditions des écoles rurales.

*Le maintien des classes multigrades ou des classes uniques est l'une de ces originalités pédagogiques de l'éducation en milieu rural. Elles répondent à la diversité mieux que les classes à double flux.*<sup>45</sup>

Dans les pays multilingues, les langues jouent un rôle essentiel, dans un double mouvement : d'une part, un lien d'appartenance forte parmi les facteurs de la rémanence culturelle, d'autre part, un mode d'intégration nationale.

Madagascar voit actuellement l'émergence de la langue dite « nationale », dans le contexte postcolonial. Ainsi, les étapes de la mise en place de programmes de scolarisation bilingues en régions rurales et dans les provinces doivent être introduites.

Leur efficacité dans l'amélioration de la qualité des apprentissages incite maintenant à leur généralisation. Là encore, les projets lancés en milieu rural jouent en quelque sorte un rôle expérimental.

Toutefois il s'agit de faciliter l'accès de la population, de langue maternelle, à la langue nationale. Mais on voit poindre aussi l'une des limites de l'émancipation dans le cadre d'une éducation communautaire limitée aux langues locales ou nationales, les langues internationales

---

<sup>45</sup> Pierre-Louis Gauthier et Odile Luginbühl, « L'éducation en milieu rural : perceptions et réalités », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 59 | avril 2012, mis en ligne le 01 avril 2012, consulté le 27 avril 2016. URL : <http://ries.revues.org/2226>

ne prenant le relais que dans l'enseignement secondaire supérieur et l'enseignement supérieur.

Ces différentes expérimentations montrent qu'un modèle de l'éducation rurale existe, mais qu'il nécessite une réflexion pédagogique et une compétence professionnelle spécifique.

Se pose alors la question de la formation et du recrutement des enseignants – deux problèmes majeurs et étroitement associés de l'enseignement en milieu rural.

Dans tous les régions du pays, on observe des difficultés à recruter des enseignants titulaires, c'est-à-dire disposant d'une formation initiale validée, sur des postes dans les zones isolées.

En outre, cette formation n'inclut pas de préparation pédagogique à l'enseignement dans les classes multigrades et les conditions d'isolement ne permettent guère les échanges entre enseignants ni leur participation à une formation continue.

➤ Problèmes rencontrés par les établissements scolaires en milieu rural

*Pour les établissements du second degré, les problèmes sont différents. On voit mal que les élèves puissent faire l'économie du transport scolaire, sauf pour ceux qui habitent la ville où est implanté le collège ou le lycée qu'ils fréquentent. A ce niveau d'enseignement, le problème principal est celui de la taille des établissements. Le conflit, ici, ne se noue pas entre proximité et qualité, mais entre proximité et diversité.<sup>46</sup>*

En général, les établissements des zones rurales ont des effectifs plus faibles que les autres. Ce phénomène est surtout sensible dans les collèges. De même le nombre de l'ensemble des établissements du second degré est inférieur au nombre des élèves au niveau local.

*Les plus petits collèges regroupent environ trente à quarante élèves répartis dans treize salles de classes. Le problème du petit collège rural, dès la classe de 6<sup>e</sup> est celui de la diversité des langues proposées aux élèves et, à partir de la classe de quatrième, celui d'un choix ouvert pour les options.<sup>47</sup>*

Par ailleurs, les élèves qui, au cours de leur scolarité primaire ont pu avoir le même maître pendant plusieurs années, ont besoin, pour être préparés aussi bien que possible aux études du lycée, d'être confrontés à des professeurs différents.

Or, un trop petit nombre de divisions ne permet pas d'organiser un service complet pour

<sup>46</sup> Pierre-Louis Gauthier et Odile Luginbühl, « L'éducation en milieu rural : perceptions et réalités », Revue internationale d'éducation de Sèvres [En ligne], 59 | avril 2012, mis en ligne le 01 avril 2012, consulté le 27 avril 2016. URL : <http://ries.revues.org/2226>

<sup>47</sup> Examen national 2015 de l'Éducation pour tous : Madagascar". Pour toute consulté le 25 mai 2016 efa2015reviews@unesco.org

bon nombre d'enseignants dans certaines disciplines. Lorsque tel est le cas, ou bien des enseignements ne sont pas assurés, ou bien ils le sont par des personnels dont la compétence est mal affirmée dans certains domaines, ou bien encore les enseignants ont un service « à cheval » sur plusieurs collèges, ce qui les amène à se disperser.

*Le lycée ne peut pas être un service de proximité (...) Un certain nombre de problématiques y sont associées, comme celles relatives au décrochage et à la déscolarisation, à l'exclusion et à l'anomie, aux inégalités et à la stigmatisation ou, dans une tonalité plus positive, à l'intégration et à la réussite de tous. (...) En effet, les possibilités d'orientation qu'il offre sont étroitement liées à sa taille. Pour ouvrir l'éventail des choix, il faut un nombre suffisant d'élèves. Cela suppose que soit élargie l'aire de recrutement, moins pour réaliser des économies d'emplois que pour donner vie à l'établissement et aux classes. Souvent, les familles comme les élèves cèdent à la commodité qu'offre la structure de proximité et le système a, parfois, favorisé cette tendance naturelle.<sup>48</sup>*

Élargir l'aire de recrutement suppose que l'on repense complètement les formules d'hébergement. Or, la désaffection des jeunes et des familles vis-à-vis de l'internat est évidente. Il est cependant nécessaire dans les lycées et sans doute aussi dans certains collèges, lorsque les temps de transport deviennent trop longs.

Cela suppose que l'on parvienne à réhabiliter l'image de cette institution dans l'esprit des élèves et de leurs familles.

Une autre solution a été trouvée par un certain nombre de lycées implantés en milieu rural qui se sont spécialisés dans un type de formation et qui recrutent sur l'ensemble du département, voire de l'académie ou au-delà. Ils parviennent alors à disposer d'un effectif suffisant pour offrir un choix d'options assez large. Il faut penser à implanter un lycée professionnel qui se spécialisera dans le machinisme agricole, dans la formation de techniciens supérieurs sur le design et l'environnement du produit industrialisé.

Ainsi, les lycées deviendront, alors, de bel exemple de trajectoire et de réussite en ce pays, un lycée des arts appliqués.

En règle générale cependant, et dans l'état actuel de la situation, il n'est pas certain que les possibilités de poursuite d'études offertes aux jeunes ruraux soient toujours aussi ouvertes que celles qui sont proposées à leurs camarades des zones urbaines.

---

<sup>48</sup> « Décrochage scolaire et politiques éducatives, Bruxelles, Intercommunication, coll. « Proximités/sociologie » 2006, consulté le 26 mai 2016

➤ Les dispositifs face à ces problèmes

*L'enseignement ou l'éducation en milieu rurale doit se focaliser sur la politique de décentralisation en faveur des collectivités locales surtout dans les zones les plus vulnérables. Sur la politique de participation effective des ouvriers à la gestion des entreprises agricoles et industrielles. et enfin sur la politique de répartition juste des facteurs de production et de redistribution équitable des revenus.*<sup>49</sup>

C'est dire l'importance de l'enseignement et de l'éducation dans l'œuvre d'édification nationale. L'enseignement doit donc former des techniciens valables dans tous les domaines, former des militants de la construction du socialisme dans notre pays.

*La politique de l'enseignement doit contribuer et doit faire face à la lutte pour l'édification d'un Etat socialiste où seront abolies les inégalités et les oppressions de toutes sortes.*<sup>50</sup> L'enseignement et l'éducation ont un rôle essentiel car ils permettent de former des citoyens élevés selon les principes nouveaux du socialisme, ayant les capacités physiques, intellectuelles et morales nécessaires et dont le savoir et les connaissances serviront effectivement au progrès de Madagascar.

Ainsi **la démocratisation** de l'enseignement qui vise à donner à tous les mêmes chances c'est-à-dire donner à tous les Malgaches sans exception la possibilité de recevoir un enseignement de base, de s'instruire et de se former selon leurs aptitudes dans le cadre des besoins de la Nation.

En effet, le grand nombre de jeunes malgaches sont non scolarisés, les jeunes ruraux sont les plus concernés par cette situation. Ensuite la présence de différences énormes dans les taux de scolarisation entre les diverses régions, entre la ville et la campagne, et cela même à l'intérieur d'une région ou d'une commune. En outre, l'absence de statut satisfaisant des écoles privées qui ne suit pas les normes et les règles scolaires de l'île. Enfin, la forte accumulation dans la capitale de la plupart des établissements supérieurs et techniques, des centres de formations et des centres d'études, des bibliothèques et des instituts de langues ou de cultures.

---

<sup>49</sup> « Rapport sur la consultation thématique mondiale sur l'éducation dans la cadre du programme de développement de l'après 2015 : faire l'éducation une priorité dans le programme de développement de l'après 2015 », UNICEF, août 2014

<sup>50</sup> « Charte de la révolution socialiste malgache », 26 août 1975, 120p

Pour cela, il faut

- Insérer l'éducation de base notamment dans le primaire à la campagne où vit la masse laborieuse afin que cette dernière puisse acquérir le maximum d'initiations et d'orientations.
- Reconnaître les demandes du plus grand nombre c'est-à-dire associé l'Etat avec le Fokonolona.
- scolariser intégralement les enfants malgaches dans un système entièrement rénové et refondé
- Réviser et rationaliser aussi bien de la construction de nouvelles écoles que de la formation d'enseignants pour tous les niveaux

Les principes se concentrent ainsi sur :

- la mise en place d'une structure qui permette la formation permanente et la promotion des citoyens de tous âges
- l'établissement des ordres de priorité de la Nation

De plus *la décentralisation* qui s'intéresse sur la répartition à travers le territoire national des établissements d'enseignement avec certains aspects de leur gestion. Parce qu'aujourd'hui la plupart des établissements techniques et supérieurs sont concentrés à Antananarivo. La création d'établissement d'enseignements techniques et supérieur dans les provinces favorisera le développement de celles-ci et contribuera à la consolidation de l'unité nationale

Pour ce faire, il faut mettre en place l'éducation de base dont dépendra le succès de notre entreprise à venir. Sans oublier de répartir équitablement les professeurs entre les lycées de toute l'Ile pour mettre fin à certaines injustices sociales.

Enfin *la malgachisation* qui consiste à harmoniser le contenu et les méthodes de cet enseignement avec les impératifs de la société malgache (langue d'enseignement et l'organisation des différents ordres d'enseignement). Mais avec notre situation actuelle, la malgachisation doit veiller à ce que l'identité culturelle malgache doive être reprise en compte.

*Tout compte fait, pour construire ou reconstruire, il est nécessaire de détruire et on ne*

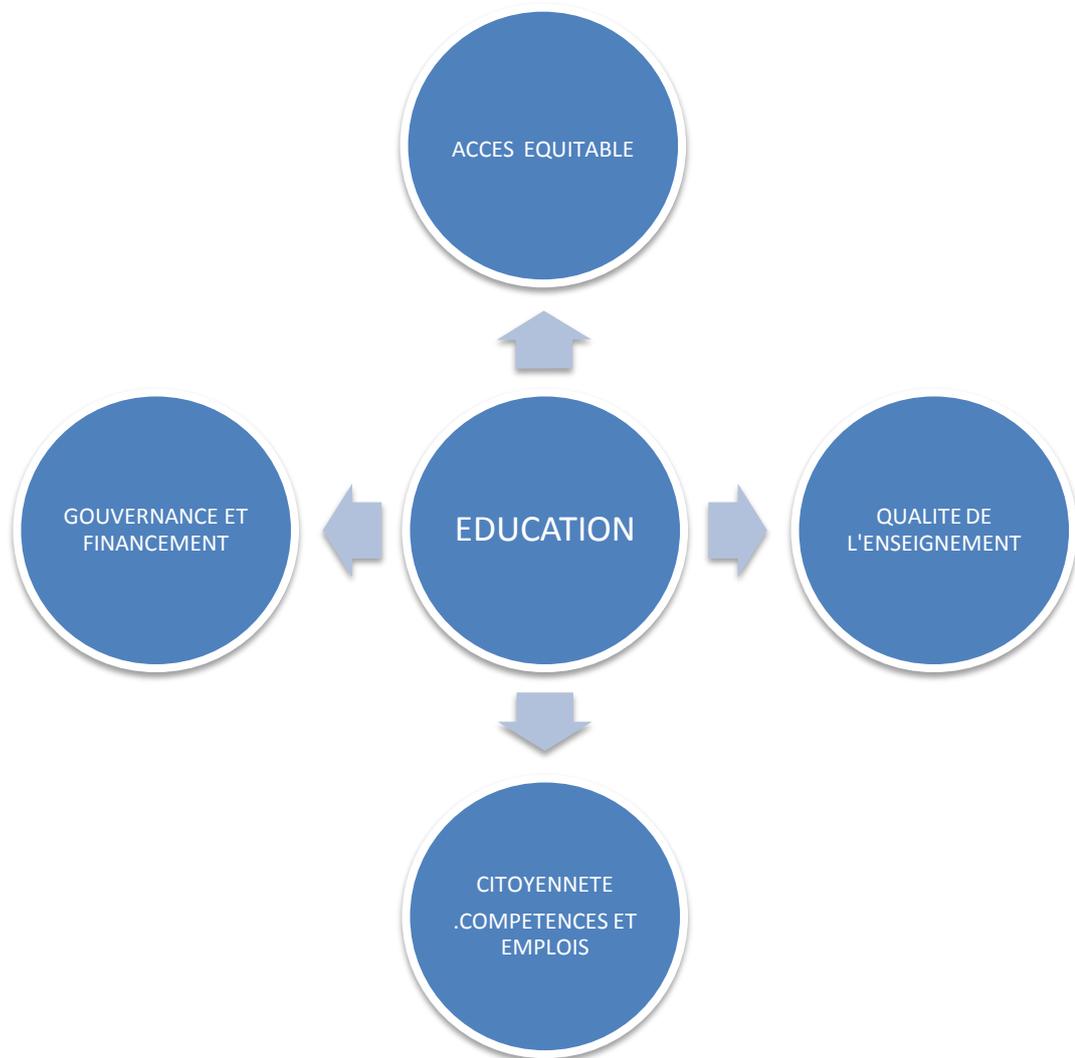
*peut pas n'utiliser que les matériaux de l'édifice détruit car il y a toujours quelques éléments pourris qui ne peuvent plus servir à la nouvelle construction, il faut ajouter de nouveaux éléments pour édifier sur des bases plus solides la nouvelle construction.*<sup>51</sup>

La notion de scolarisation évoque en partie une idée d'acquisition de connaissances par le biais de l'école. Cette acquisition est soumise à des conditions qui nécessitent d'être prise en compte. Les parents, premier contributeur concernant l'étude des enfants. Leurs avis servent d'orientation pour leurs enfants dans le choix de l'école à fréquenter. L'école est ici considérée comme un lieu de référence par lequel on entre en contact direct. Un lieu qui peut bafouiller le développement personnel des étudiants, là où l'interaction sociale fait surface, bref c'est le lieu par excellence pour le construit social et personnel.

---

<sup>51</sup>« Charte de la révolution socialiste malgache », 26 août 1975, 120p

➤ **Esquisse des représentations sociales de l'éducation**



## **INTERPRETATIONS**

### *Accès équitable :*

Un système éducatif équitable tend à réduire les inégalités de scolarisation et de réussite scolaire entre différents profils d'élèves, entre différents types d'écoles et entre régions. Une juste répartition des moyens éducatifs entre les régions et entre les écoles à l'intérieur des régions est un premier pas vers cet objectif.

### *Qualité d'enseignement :*

Un système éducatif efficace permet à tous les enfants de disposer des compétences et attitudes attendues (fixées par les programmes scolaires) en fin du cycle primaire. Un système est efficace lorsqu'il permet à tous les enfants ou à une grande majorité d'entre eux d'atteindre ces compétences de base afin de poursuivre sereinement une scolarité primaire et secondaire.

### *Gouvernance et financement :*

Pour une bonne gouvernance dans le secteur de l'éducation. Les actions clés ciblent l'amélioration de l'organisation institutionnelle, le développement de partenariats public-privé et le renforcement de la culture de redevabilité et des mécanismes de suivi et de contrôle administratif et financier.

### *Citoyenneté, Compétences et Emplois :*

Pour une réorientation de l'éducation. Les actions clés définies impliquent de réviser le programme scolaire, de former des citoyens responsables, de donner au développement durable une place de choix dans le système éducatif, de répondre aux exigences du monde professionnel et de former un individu actif apte à améliorer par lui-même son avenir.

## **CONCLUSION PARTIELLE**

L'éducation doit être un facteur de recomposition sociale et de transmission des systèmes de valeurs, elle va alors devoir prendre des formes nouvelles et variées adaptées à chaque localité constituant la société malgache. L'éducation reste et sera demain plus que jamais, le véhicule qui permettra aux individus et aux sociétés de maîtriser leur destin, de leur donner un sens à leur devenir.

## CONCLUSION GENERALE

Nos réflexions sur la scolarisation et la ruralité ont été entreprises dans un cadre relativement limité. Mais elles nous ont permis de soulever des questions susceptibles d'être discutées dans d'autres travaux de recherche. L'éducation est maintenant perçue comme un moyen d'assurer un développement durable des sociétés, à condition qu'elle soit accessible à tous. Elle peut également représenter un vecteur de changement en transmettant les valeurs, croyances et principes qui sous-tendent la conception du développement durable.

Plusieurs gouvernements cherchent ainsi à favoriser l'apprentissage et la formation des individus. Ils s'appuient sur l'idée que les sociétés pourvues d'une population éduquée sont en mesure de mieux gérer les effets de la mondialisation. Par ailleurs, le processus de mondialisation permet également de nouvelles possibilités quant au développement des sociétés. Des systèmes d'éducation et de formation de qualité permettraient d'en tirer profit.

Récemment, le Ministère de l'éducation national a conçu une politique sur la scolarisation des enfants « Conseil national pédagogique », ceci dans le but d'améliorer le système éducatif malgache. Nous pouvons aussi reconnaître qu'il y a des efforts entrepris par les responsables Etatiques sur le plan éducationnel comme l'intégration des cinquante milles enseignants FRAM en enseignants fonctionnaires. C'est cette volonté politique qui est donc décisive et favorable dans le processus de développement de Madagascar.

Nous pensons que l'éducation demeure le moyen par excellence de recréer des systèmes de valeurs génératrices de nouvelles références qui nous permette de récupérer pleinement la dimension de la dignité humaine. Mais avec la mondialisation, de quelle éducation la génération future a-t-elle besoin pour comprendre les rapports entre la réalité locale et les décisions imposées par le global?

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **Ouvrages généraux**

- BOURDIEU, P. et PASSERON, 1964, « Les héritiers/ La reproduction », version électronique consultée le 27 avril 2016.
- BOUDON, R., 1973, « l'inégalité des chances », version électronique consultée le 27 avril 2016.
- THEUREAU, J., 2000, « Anthropologie cognitive et analyse des compétences », Paris, Collection Education et Formation, PUF, version électronique consultée le 27 avril 2016.
- JODELET, Denise, 1997, « Représentations sociales : phénomène, concept et théorie, in Psychologie sociale, sous la direction de S. Moscovici, Paris, PUF, consultée le 6 juillet 2016

### **Ouvrages spécifiques**

- CICOUREL, A., 1979, « La sociologie cognitive », PUF, Paris, version électronique consultée le 21 avril 2016.
- « Charte de la révolution socialiste malgache », 26 août 1975, Tananarive Imprim d'ouvrages éducatifs, 120 p.
- DUVIGNAUD, J., 1979, « Sociologie de la connaissance », PUF, Paris, version électronique consultée le 21 avril 2016.
- HAZAN E, 1967, Condensés des écrivains pédagogiques, Paris, Nathan
- HOYOIS, G., 1968, « Sociologie rurale », éditions universitaires, Paris, 435 p, version électronique consultée le 21 avril 2016.
- ILLICH. Ivan, 1971, « Une société sans Ecole » trad. De l'anglais, Gérard Durand, Paris, édition du Seuil, 219p
- IMATEP, 1999 « Scolarisation et pauvreté », Etude de cas, Antananarivo (Participation et pauvreté), 47 p.
- LATSAKA, A., 1984, « Politique scolaire et stratégies concurrentielles à Madagascar », université Lumière Lyon 2, Institut de formation aux pratiques psychologiques, sociologiques et pédagogiques, lecture en ligne faite le 24 mai 2016.

- RANAIVO, V., Transversales : Langues, sociétés, cultures et apprentissages, «Langues, civilisation, systèmes éducatifs », [velomihanta-ranaivo.e-monsite.com](http://velomihanta-ranaivo.e-monsite.com) ; lecture en ligne faite le 02 mai 2016.
- RATRIMOARIVONY, M., « Historique et nature de l'enseignement à Madagascar », Atelier National de reproduction des thèses, lecture en ligne faite le 22 avril 2016.
- RANDRIAMASITIANA, GD., « Processus d'apprentissage formel : subjectivités et pédagogies modernes », L'éducation et la formation dans les sociétés multiculturelles de l'Océan Indien, Michel Latchoumanin (dir.), KARTHALA, lecture en ligne faite 24 avril 2016.
- PASEC (2017). Performances du système éducatif Malgache : Compétences et facteurs de réussite au primaire. PASEC, CONFEMEN, Dakar
- SOLOFOMIARANA, BA Rapanoël, « Une nouvelle réforme du système scolaire à Madagascar », Formation permanente et construction identitaire dans les îles de l'Océan Indien, Michel Latchoumanin (dir.), KARTHALA, lecture en ligne faite le 24 avril 2016.
- UNICEF, « Scolarisation 2013 à Madagascar », version électronique consultée le 02 mai 2016.
- SEMBENE, N., et BARRERE, A., 1998, « Sociologie de l'éducation », Nathan, Paris, version électronique consultée le 02 mai 2016.

## WEBOGRAPHIE

- <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00334276> consulté le 27 avril 2016.
- <http://questionsvives.revues.org> consulté le 27 avril 2016.
- <http://www.cairn.info/revue-cahiers-d-etudes-africaines-2003-1-page-143.htm> consulté le 27 avril 2016
- [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsoc\\_0035-2969\\_1993\\_num\\_34\\_1\\_4217](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsoc_0035-2969_1993_num_34_1_4217) consulté le 27 avril 2016.
- <http://www.diffusiontheses.fr> consulté le 24 mai 2016

## TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>PARTIE I :</b>	
<b>MATERIEL ET METHODES.....</b>	<b>6</b>
<b>CHAPITRE I :</b>	
<b>BALISES METHODOLOGIQUE.....</b>	<b>7</b>
<b>A- EPT et sa mise en œuvre.....</b>	<b>7</b>
_Objectifs de l'EPT : Nouvel horizon pour 2030.....	7
_CONAMEPT- Commission Nationale Malgache pour l'UNESCO- MEN.....	7
_EPT.....	8
<b>B- OMD et l'éducation à Madagascar.....</b>	<b>10</b>
1. Type de recherche.....	11
2. Type de situation.....	12
3. Type d'échantillonnage.....	12
4. Population d'enquête.....	12
5. Monographie.....	17
a- Historique.....	17
b- Les caractéristiques des établissements.....	21
c- Autres infrastructures des lycées.....	22
d- Activités de chaque lycée.....	23
6. Type de méthode.....	24
7. Types d'approche.....	24
8. Types de démarche.....	24
9. Types d'analyse.....	25
<b>CHAPITRE II : REVUE DE</b>	
<b>LITTERATURE.....</b>	<b>25</b>
1. Les héritiers.....	25
2. La reproduction.....	26
3. Anthropologie cognitive et analyse des	
compétences.....	28
4. Les représentations sociales.....	29

<b>CHAPITRE III : FORMULATION DE LA QUESTION CENTRALE.....</b>	<b>30</b>
<b>CHAPITRE VI : FORMULATION DES POSTULATS DE TRAVAIL.....</b>	<b>30</b>
CONCLUSION PARTIELLE.....	31
<b>PARTIE II : CONTEXTE ACTUEL DE LA SCOLARISATION EN MILIEU</b>	
<b>RURAL ET EN MILIEU URBAIN.....</b>	<b>32</b>
<b>CHAPITRE V : RESULTATS D'ENQUETE.....</b>	<b>33</b>
1. Frais de scolarité dans les établissements.....	33
2. Choix de l'établissement.....	34
a) Choix de l'établissement et CSP des parents .....	34
b) Taux de réussite au BACC .....	33
<b>CHAPITRE VI : COMPORTEMENTS DES ELEVES EN</b>	
<b>CLASSE.....</b>	<b>38</b>
3. L'assiduité.....	39
4. La concentration en salle.....	39
5. La participation durant les cours.....	39
c) Techniques d'apprentissage ou d'assimilation .....	40
d) Moyennes générales et types de famille .....	41-42
6. Occupations des apprenants à la maison.....	43
<b>CHAPITRE VII- FAILLES DU PROCESSUS DE SCOLARISATION EN MILIEU</b>	
<b>RURAL .....</b>	<b>44</b>
e) Enjeu de la distance du lycée sur le degré de fréquentation .....	49
<b>CHAPITRE VIII- LES ETABLISSEMENTS PUBLICS EN CONFRONTATION AVEC</b>	
<b>LES ETABLISSEMENTS PRIVES .....</b>	<b>50</b>
7. Liste des matières d'enseignement pour les classes de 1 <sup>ère</sup> .....	52
8. Genre et déperdition .....	52
f) Phénomène de décrochage lié au sexe .....	53
9. Considérations portées par les enquêtés sur la scolarisation et la ruralité.....	54
CONCLUSION PARTIELLE.....	55
<b>PARTIE III : APPROCHE PROSPECTIVE.....</b>	<b>57</b>
<b><u>CHAPITRE IX</u> : MISE EN ŒUVRE DE FFOM (Forces, Faiblesses, Opportunités et</b>	
<b>Menaces.....</b>	<b>58</b>
<b><u>CHAPITRE X</u> : ANALYSES PROSPECTIVES.....</b>	<b>60</b>

1- ODD.....	60
a- L'éducation est essentielle pour mettre fin à la pauvreté globale.....	61
b- Les défis dans le domaine de l'éducation dans le pays.....	61
2- Actions déjà entreprises.....	64
<b>CHAPITRE XI- REFLEXIONS PERSONNELLES.....</b>	<b>69</b>
<b>CHAPITRE XII- PROSPECTIVES SUR LE SYSTEME EDUCATIF</b>	
<b>MALGACHE .....</b>	<b>70</b>
A- Sur le plan general.....	70
- Scolarisation et pauvreté : un problème dual .....	70
- Problématique des langues d'enseignement.....	72
- Droit à l'éducation .....	72
- Les cultures : source de blocage au développement personnel.....	73
B- Sur le plan local (milieu rural) .....	74
- Contraintes et réalités.....	74
- Les atouts et faiblesses de l'école rurale .....	76
- Problèmes rencontrés par les collèges ou lycées en milieu rural.....	78
- Les dispositifs face à ces problèmes .....	79
- Esquisse des représentations sociales de l'éducation .....	82
- Interprétations .....	83
<b>CONCLUSION PARTIELLE.....</b>	<b>83</b>
<b>CONCLUSION GENERALE .....</b>	<b>84</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>85</b>
<b>WEBOGRAPHIE .....</b>	<b>86</b>

# **ANNEXES**